

EST ENTENDU.

des listes électorales en dehors des listes électorales

jusqu'à trois (3) jours du 26 Nov. 1995.

de l'ordonnance, il faut :

sur :

les communes suivantes :

la Commune ou dans la

mois au moins dans la date de clôture de la

de la Commune ou la Sous-

des listes électorales par

des Administrations leurs droits à la retraite n, ainsi que les membres date de la mutation ou de

relevés des incapacités :

près la clôture des délais à la suite de leur

des listes électorales ayant recouvré ont été privés par

de ne pas être inscrites, ainsi

Article 1 : Le Juge, directement saisi, a compétence pour statuer jusqu'à trois (3) jours francs avant les élections législatives du 26-Novembre 1995 sur les réclamations des personnes qui prétendent avoir été omises sur les listes électorales.

Les demandeurs susvisés se doivent de justifier soit :

- la domicile ;
- les dix ans de résidence exigés par la loi ;
- la qualité de contribuable ;
- et ou l'une des qualités suivantes :
  - celle de fonctionnaire public ou de militaire ;
  - ou celle de fonctionnaire public ou de militaire retraité ;

qu'ils ont prouvé le droit de vote dont ils ont été privés par décision du Juge.

Article 2 : Les décisions du Juge ne sont pas susceptibles de recours.

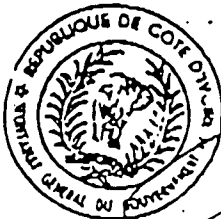
Article 3 : L'Autorité détenteur d'une décision du Tribunal ordonnant son inscription sur la liste électorale doit le communiquer au Sous-Préfet compétent en vue de sa prise en compte sur la liste d'émargement.

Ledito décision lui tient lieu de carte d'électeur.

Article 7 : Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Article 8 : Le Ministre de l'Intérieur et le Gardien des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire. /-

Fait à Abidjan, le 8 novembre 1995



Copie certifiée conforme à l'original  
Le Secrétaire Général de Gouvernement

Henri Konan BEDIÉ

Handwritten signature of Henri Konan Bédié.

U PDCI

Logo of the PDCI (Union of the Democratic Forces of Côte d'Ivoire) and the text 'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES DE COTE D'IVOIRE'.

# CONDITIONS D'INSC

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union-Discipline-Travail

Ordonnance 1995 PORTANT  
N° 720 DU 20  
DES CONDITIONS  
ELECTORALES PAR

REPUBLIQUE,

Ministre de l'Intérieur et du Gard des Sceaux,

relative au fonctionnement des  
élections législatives.

Ordonnance 1994 portant code électoral

Ordonnance 1994 déterminant les  
modalités de refonte de la liste

Ordonnance 1995 modifiant l'article 36 du  
code électoral déterminant les modalités  
de refonte de la liste électorale;

Ordonnance 1995 déterminant les  
modalités de refonte de la liste électorale par voie

Ordonnance 1993 portant nomination  
du Directeur Général de l'Administration

Ordonnance 1993 portant attributions

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU.

U. R. G. R. T. E. :

**Article 1 :** Les inscriptions sur les listes électorales en dehors de la période normale de la révision des listes électorales s'effectuent par voie d'ordonnance.

Les ordonnances sont délivrées jusqu'à trois (3) jours francs avant les élections législatives du 26 Nov. 1995.

**Article 2 :** Pour être inscrit sur la liste électorale d'une Commune ou d'une Sous-Préfecture par voie d'ordonnance, il faut :

- a) - avoir la qualité d'électeur ;
- b) - remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir son domicile réel dans la Commune ou dans la Sous-Préfecture ;

- avoir sa résidence depuis six mois au moins dans la Commune ou dans la Sous-Préfecture à la date de clôture de la liste électorale ;

- figurer pour la cinquième fois sans interruption au rôle d'une des contributions directes dans la Commune ou la Sous-Préfecture.

**Article 3 :** Peuvent être inscrits sur les listes électorales par voie d'ordonnance :

- les Fonctionnaires et Agents des Administrations publiques sursés ou admis à faire valoir leurs droits à la retraite après la clôture des délais d'inscription, ainsi que les membres de leur famille domiciliés avec eux à la date de la mutation ou de la mise à la retraite ;

- ceux qui sont naturalisés et relevés des incapacités ;

- les militaires démobilisés après la clôture des délais d'inscription ou ayant changé de domicile à la suite de leur démobilisation ;

- les Ivoiriens et les Ivoiriennes ayant recouvré l'exercice du droit de vote dont ils avaient été privés par l'effet d'une décision du Tribunal.

- les personnes qui ont droit d'être inscrites, omissis sur les listes électorales.

# CONDITION

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union-Discipline-Travail

DECRET N° 95-903 du 8 novembre 1995 PORTANT  
MODIFICATION DU DECRET N° 95-720 DU 20  
SEPTEMBRE 1995 DÉTERMINANT LES CONDITIONS  
D'INSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE PAR  
VOIE D'ORDONNANCE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur rapport du Ministre de l'Intérieur et du Garde des Sceaux,  
Ministre de la Justice,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 81-84 du 10 Avril 1961 relative au fonctionnement des  
Départements, Préfectures et Sous-Préfectures ;

Vu la loi n° 94-642 du 13 Décembre 1994 portant code électoral  
notamment en son article 36 ;

Vu le décret n° 94-662 du 21 Décembre 1994 déterminant les  
modalités d'établissement, de révision et de refonte de la liste  
électorale ;

Vu le décret n° 95-432 du 24 Mai 1995 modifiant l'article 36 du  
décret n° 94-662 du 21 Décembre 1994 déterminant les modalités  
d'établissement, de révision et de refonte de la liste électorale ;

Vu le décret n° 95-720 du 20 Septembre 1995 déterminant les  
conditions d'inscription sur la liste électorale par voie  
d'ordonnance ;

Vu le décret n° 93-PR-011 du 15 Décembre 1993 portant nomination  
des membres du Gouvernement tel que complété par le décret n° 95-024 du  
21 octobre 1995 ;

Vu le décret n° 93-021 du 30 Décembre 1993 portant réaffectation  
des Membres du Gouvernement ;

Article  
de la r  
s'effec

franca

Article  
Commune

Sous-Pr

Commune  
liste é

rôle d'  
Préfect

Article  
voies d'

publics  
après l.  
de leur  
la mise

d'incr  
démobil

l'exerc  
l'effet

sur les

.../...

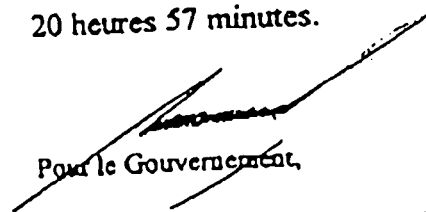
2 - Le RDR souhaite que ses techniciens puissent commencer sans délai l'étude des conditions de la mise en oeuvre des travaux de la commission mixte chargée du contrôle des listes électorales.

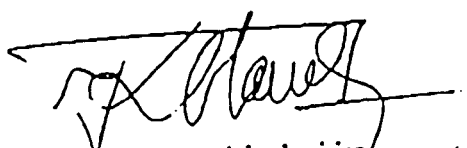
3 - Le PPS conditionne le démarrage des opérations de contrôle à la conclusion d'un accord politique.

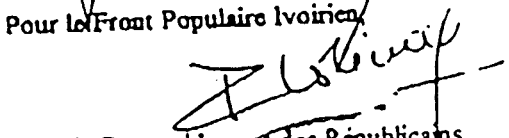



Le gouvernement et les Partis Politiques membres du Front Républicain ont décidé de soumettre le point de divergence à l'attention du Chef de l'Etat son Excellence Monsieur Henri KONAN BEDIE, qui a accepté de les recevoir le lundi 6 novembre 1995 à 18 heures.

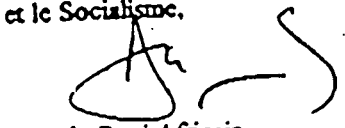
L'ordre du jour étant épuisé, le Premier Ministre a levé la séance à 20 heures 57 minutes.


  
Pour le Gouvernement,  
*Le Président de l'Assemblée*

  
Pour le Front Populaire Ivoirien.

  
Pour le Rassemblement des Républicains.

  
Pour le Parti pour le Progrès et le Socialisme.

  
Pour le Parti Africain de la Renaissance Ivoirienne.

  
Pour le Mouvement Démocratique et Social.

Fait à Abidjan, le 3 novembre 1995.

# LES ÉLECTIONS

FRATERNITÉ-MATIN/JEUDI 9 NOVEMBRE 1995/PAGE

## Front républicain

C'est en considération de ce principe et respectueux des libertés individuelles que le code électoral a prévu dans ses dispositions des ordonnances délivrées à trois jours francs du premier tour de scrutin par des magistrats.

Par ailleurs, concernant le cas des personnes non recensées, en dépit de toutes les dispositions susmentionnées, le gouvernement note que le vote en Côte d'Ivoire est une obligation morale et non juridique. De sorte que les citoyens qui ont délibérément choisi de ne pas se faire recenser ou de ne pas voter exercent un droit de même degré que ceux qui ont accepté d'être recensés et de voter.

Le corps électoral existant à ce jour s'est donc édifié sur la base de ces principes juridiques.

### LA POSITION DES PARTIS POLITIQUES MEMBRES DU FRONT REPUBLICAIN

1 - Le FPI subordonne le démarrage des opérations de contrôle ainsi que sa participation à la commission nationale de supervision des élections et d'arbitrage, à la conclusion d'un accord sur le point de divergence relevé.

2 - Le RDR souhaite que ses techniciens puissent commencer sans délai l'étude des conditions de la mise en oeuvre des travaux de la commission mixte chargée du contrôle des listes électorales.

désirs des Partis Politiques membres du Front Republicain de procéder, le cas échéant, à l'inscription de tous les citoyens non recensés, mais remplissant les conditions requises pour être électeur, sauf refus de leur part.

~~BT~~ BT L.A.  
P.L.

### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

La position du gouvernement s'appuie sur deux raisons fondamentales : l'une d'ordre statistique, et l'autre d'ordre juridique.

Sur le plan statistique, le gouvernement considère que la proportion des personnes non recensées n'a pas une grande signification par rapport à celle des citoyens effectivement inscrits.

Quant au problème juridique, il naît du fait que l'application de la dernière proposition du Front Republicain conduit automatiquement à la modification du corps électoral. Or une telle opération ne saurait être admise dans l'état actuel du système électoral ivoirien.

Celui-ci consiste, en effet, en l'organisation d'élections générales regroupées sur une période légalement déterminée. Ce système impose que le corps électoral défini au premier tour du scrutin demeure le même jusqu'au dernier tour des élections générales.

L.C.  
BT  
P.L.  
J  
BT

7 - L'accord est acquis sur le principe du contrôle des listes électorales par une commission nationale s'appuyant sur des commissions locales.

Le gouvernement est disposé à fournir les moyens financiers, techniques et matériels nécessaires à la réalisation de cette opération.

Le contrôle devra être effectué dans les délais fixés par la constitution et le code électoral ; à charge pour les Partis Politiques intéressés de prendre toutes leurs dispositions afin que l'opération démarre sans retard.

Au niveau de la méthode de vérification à mettre en oeuvre, les Partis Politiques membres du Front Républicain optent pour un contrôle exhaustif des listes électorales.

Sur ce point, le gouvernement et le Front Républicain ont marqué leur accord pour les opérations spécifiques suivantes pendant le contrôle des listes électorales :

- la correction des erreurs constatées ;
- la radiation des personnes inscrites mais ne remplissant les conditions requises pour être électeur (nationalité, âge, décès, etc.) ;
- l'inscription des personnes ne figurant pas sur la liste des électeurs, mais détenant une preuve de leur recensement effectif : attestation de recensement ou carte d'électeur.

Les opérations de contrôle devront se dérouler concomitamment aux activités de la commission nationale de supervision des élections et d'arbitrage. Cet organe aura à charge de régler en premier ressort les problèmes qui pourraient survenir au cours de la réalisation du contrôle ; le recours au Premier Ministre n'intervenant qu'en cas de blocage.

### LE POINT DE DESACCORD

A l'issue des échanges, un point de désaccord est apparu au niveau du contrôle des listes électorales. Le gouvernement n'a pu, en effet, accéder aux désirs des Partis Politiques membres du Front Républicain de procéder, le cas échéant, à l'inscription de tous les citoyens non recensés, mais remplissant les conditions requises pour être électeur, sauf refus de leur part.

*[Handwritten signatures and initials]*  
BT  
L.G.  
P.L.C.

# LE JOURNAL D

## Dialogue Pouvo

5 - La délivrance des attestations administratives d'identité est close et le principe du contrôle de ces pièces par le Front Républicain est admis.

J

6 - Une attestation récapitulative des résultats par bureau de vote sera signée et remise à chaque représentant de candidat. La proclamation des résultats par circonscription électorale sera faite en présence des Présidents de bureau de vote, de leurs assesseurs et des représentants des candidats, comme le prévoit le code électoral.

J

~~J~~      ~~JA~~      A  
BT       $\frac{2.9}{8.6}$

7 - L'accord est acquis sur le principe du contrôle des listes électorales par une commission nationale s'appuyant sur des commissions locales.



# ÉVÉNEMENT PASSE



*uits et des nuits de négociations, ça paye toujours. Parce que « la nuit porte conseil », dit je.*

PPS, le PARI et le MDS, tenue au Cabinet du Ministre de l'Intérieur le jeudi 2 novembre 1995.

Ce faisant, Monsieur Emile Constant BOMBET a précisé que le point d'achoppement sur lequel s'est achevée ladite réunion est relatif au contenu du contrôle projeté par les Partis Politiques membres du Front Républicain. Ce point d'achoppement avait laissé apparaître une différence de compréhension des termes de l'accord intervenu entre les Partis Politiques concernés et le gouvernement, le lundi 30 octobre 1995.

Ainsi les parties en présence avaient-elles décidé d'en recourir au Premier Ministre pour une réprécision de ces orientations.

*[Signature]*

*[Signature]*  
BT7

*[Signature]*  
L. B.  
P. U.

Enregistrant cette préoccupation présentée par le Ministre de l'Intérieur, le Chef du Gouvernement a donné la parole aux représentants des différents Partis Politiques membres du Front Républicain.

~~24~~ ~~BT~~ ~~L. G.~~  
BT L. G.  
P. U.

Enregistrant cette préoccupation présentée par le Ministre de l'Intérieur, le Chef du Gouvernement a donné la parole aux représentants des différents Partis Politiques membres du Front Républicain.

Les échanges qui ont suivi ces interventions ont permis de dégager les positions respectives du Front Républicain et du gouvernement à propos :

- 1°) du contrôle des listes électorales ;
- 2°) des ordonnances ;
- 3°) des attestations administratives d'identité ;
- 4°) de la proclamation des résultats.

LES POINTS D'ACCORD

1 - Le Front Républicain aspire à prendre le pouvoir par les urnes et non par les armes.

2 - Les Partis Politiques membres du Front Républicain veulent participer aux élections législatives prochaines. Toutefois ils subordonnent cette participation effective au règlement définitif des divergences apparues au cours des concertations engagées depuis le 2 octobre 1995.

3 - Le délai de dépôt des candidatures aux élections législatives peut être prorogé au-delà du 5 novembre 1995, ~~mais ce délai devra, en tout état de cause, être clos le 10 novembre 1995.~~

4 - La délivrance des ordonnances, limitée par le <sup>decret</sup>coût électoral aux trois jours précédents le premier tour du scrutin présidentiel, est close. Le principe du contrôle par le Front Républicain des listes d'électeurs par ordonnance est admis.

~~24~~  
BT  
L. G.  
BT  
L. G.  
BT  
P. U.

Monsieur - TOURE SIAGA, Secrétaire Général ;

Du côté de la Commission Nationale de Supervision des Elections et d'Arbitrage :

Messieurs - Yves SYLLA ROUX, Président ;  
- Edouard KARIKE, Secrétaire ;  
- Michel Benoît COFFI ;

Du côté du gouvernement :

Messieurs - Daniel KABLAN DUNCAN, Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;  
- Emile Constant BOMBET, Ministre de l'Intérieur ;  
- Faustin KOUAME, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux ;  
Madame - Danielle BONI-CLAVIERIE, Ministre de la Communication, Porte Parole du gouvernement.

Placée sous la présidence du Premier Ministre, la rencontre avait pour objet de préciser la position du gouvernement et celle des Partis Politiques membres du Front Republicain à propos des conditions de participation de ceux-ci aux élections législatives et municipales prochaines, en ce qui concerne notamment le contrôle des listes électorales.

Pour situer le cadre de la rencontre, Monsieur Emile Constant BOMBET a procédé à un rappel des problèmes évoqués lors de la réunion technique préparatoire au contrôle des listes électorales par le FPI, le RDR, le

LE VENDREDI 03 NOVEMBRE 1995

Le mercredi 3 novembre 1995, de 19 heures 57 minutes à 20 heures 57 minutes, il s'est tenu, à la Primature, une rencontre entre le gouvernement et les Partis Politiques membres du Front Républicain.

Etaient présents à cette rencontre,

du côté des Partis Politiques membres du Front Républicain :

Pour le Rassemblement des Républicains (RDR),

Monsieur - DJENY KOBINA, Secrétaire Général, Président en exercice du Front Républicain ;

Pour le Front Populaire Ivoirien (FPI),

Messieurs - Laurent GBAGBO, Secrétaire Général ;

- BOGA DOUDOU,
- Hubert OULAYE,
- Louis DACOURY-TABLEY ;

Pour le Parti Africain pour la Renaissance Ivoirienne (PARI),

Monsieur - Daniel ANIKPO ;

Pour le Parti Pour le Progrès et le Socialisme (PPS),

Monsieur - BAMBA MORIFERE , Secrétaire Général ;

Mouvement  
Pour le Parti Démocratique et Social (MDS),

*[Handwritten signatures and initials]*

*L. G.*  
*E. U.*

PHOTO: N'CHU JEAN

## Vote par ordonnance

Après l'accord pouvoir-Front républicain, le Président de la République vient de publier un décret déterminant les

conditions d'inscription sur les listes électorales par voie d'ordonnance. Le présent

décret modifie le premier décret pris le 20 novembre dernier.

# CONDITIONS D'INSCRIPTION

<p><b>ARTICLE 1.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 relatif aux conditions d'inscription sur les listes électorales est abrogé.</p> <p><b>ARTICLE 2.</b> Les conditions d'inscription sur les listes électorales sont fixées par le présent décret.</p> <p><b>ARTICLE 3.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p>	<p><b>ARTICLE 4.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 5.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 6.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 7.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 8.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 9.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 10.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p>	<p><b>ARTICLE 11.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 12.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 13.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 14.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 15.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 16.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 17.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 18.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 19.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p> <p><b>ARTICLE 20.</b> Le décret n° 1174 du 20 novembre 1995 est modifié en conséquence.</p>
---	---	---

## Primaires au PDCI

### 1 YOPOUGON: 14 CANDIDATS EN LICE

Les sept quatorze militants du PDCI-RDA à vouloir représenter leur parti aux prochaines élections dans la commune de Yopougon. Des élections primaires ont été organisées le vendredi 10 novembre dernier, sous la présidence de M. Germain Collé, membre du Bureau politique du PDCI-RDA. Deux d'entre eux ont été retenus, qui vont avoir le privilège de défendre les couleurs de leur parti le 26 novembre prochain.

À Yopougon, toutes les conversations tournent autour de ces élections au sein de l'Assemblée communale. À l'heure actuelle, il y a un total de 14 candidats, à savoir MM. Doukouré Moutouga et Yebou Orabé. M. Alexis Gedeou qui lui-même n'est pas candidat dans cette

élection, et également des militants désireux de s'affirmer comme MM. Pierre Tigan et Théobald Kéla, tous deux membres du conseil municipal de Yopougon.

M. Collé Gedeou a reçu les candidats au cours d'une réunion tenue hier après-midi à la Grande chancellerie. Une deuxième réunion aura lieu ce jeudi au cours de laquelle des renseignements pourront être prodigués à l'égard de la procédure de candidature. Et c'est finalement demain vendredi que ces primaires se dérouleront à Yopougon.

DIABY SALIF

### 2 ABOBO: 13 CANDIDATS POUR DEUX SIÈGES

CLAUDE Anblance hier au Centre d'action culturelle d'Abobo à l'occasion des primaires du PDCI-RDA pour les deux sièges de députés représentant cette commune aux législatives du 26 novembre prochain.

Pour les deux sièges sont inscrits 13 candidats, dont deux députés sortants M. Anblance Claude et Adama Sarogo.

Tout au long de la journée de ce mercredi 8 novembre, la délégation du Bureau politique du PDCI-RDA chargée de diriger ces primaires n'a pas arrêté les conversations avec les 13 candidats en vue de trouver un consensus autour de deux noms. Et lorsque nous quittons ce lieu, les conversations

avaient débouché sur un seul candidat, M. Anblance Claude, qui aura proposé la commune à l'Assemblée nationale. La candidature sera toujours en vigueur jusqu'à mardi 12 novembre pour permettre aux candidats de se présenter à l'Assemblée nationale.

Si les noms qui avaient été avancés étaient ceux de M. Siaka Koné, Adama Sarogo (député sortant) et maître de la commune, Nicolas Collé, Soungou Kouassa et Raphaël Konon. Pendant ce temps, leurs différents partisans les implorant de se présenter dans un prochain rendez-vous.

NOUSSA TOURÉ

## Dialogue Pouvoir, Front républicain

5 - La délivrance des attestations administratives d'électorat est classée en priorité du contrôle de nos papiers par le Front Républicain est admis.

6 - Une séance récapitulative des résultats par bureau de vote sera organisée et ouverte à chaque représentant de candidat. La proclamation des résultats par communication électronique sera faite en présence des présidents de bureau de vote, des candidats et des représentants des candidats, sur le territoire de ce bureau de vote.

*L.G.*  
*8.K.*  
*67*

7 - L'accord est acquis sur le principe du contrôle des listes électorales par une commission nationale d'appartenance aux deux composantes.

Le gouvernement est disposé à fournir les moyens financiers, matériels et humains nécessaires à la réalisation de cette opération.

Le contrôle devra être effectué dans les délais fixés par la loi électorale et le code électoral ; il charge pour les Partis Politiques membres de communiquer leurs déclarations afin que l'opération démarre sans retard.

En matière de la méthode de vérification à mettre en œuvre, les deux composantes du Front Républicain ont pour un accord préalable sur les lignes directrices.

Sur ce point, le gouvernement et le Front Républicain ont marqué leur accord pour les opérations spécifiques suivantes pendant le contrôle des listes électorales :

- la suppression des erreurs croquées ;
- la saisie des personnes inscrites mais ne remplissant pas les conditions requises pour être électeur (nationalité, âge, sexe, etc.) ;
- l'inscription des personnes ne figurant pas sur la liste des électeurs, mais détenant une preuve de leur résidence effective : attestation de rattachement au cadastre électoral.

Les opérations de contrôle devront se dérouler conformément aux dispositions de la communication nationale de supervision des élections et d'arbitrage. On s'attend à ce que le premier ressort les problèmes qui pourraient survenir au cours de la réalisation du contrôle, le recours au Premier Ministre n'intervient qu'en cas de blocage.

### LE POINT DE DÉSACCORD

A l'issue des échanges, un point de désaccord est apparu au niveau des listes électorales. Le gouvernement ne peut, en effet, selon un accord des Partis Politiques membres du Front Républicain de procéder, le cas échéant, à l'inscription de tous les citoyens des communes, sans remplir les conditions requises pour être électeur, sauf recours de leur part.

*L.G.*  
*8.K.*  
*67*

### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

La position du gouvernement s'appuie sur deux critères : l'âge d'ordre administratif, et l'ordre d'ordre juridique.

Sur le plan juridique, le gouvernement considère que la proposition des Partis Politiques membres du Front Républicain de procéder à la proclamation des résultats par communication électronique est en accord avec les dispositions du code électoral.

Quant au problème juridique, il s'agit de dire que l'application de la proposition des Partis Politiques membres du Front Républicain conduit mécaniquement à la proclamation du corps électoral. Or une telle opération ne saurait être admise dans le cadre normal du système électoral républicain.

Cela-ci renvoie, en effet, en l'organisation d'élections générales, le processus sur une période législative déterminée. Ce système implique que le corps électoral défini au premier tour du scrutin demeure le même jusqu'au dernier tour des élections générales.

C'est en considération de ce principe et respectant des libertés individuelles que le code électoral a prévu dans ses dispositions des élections de livrer à trois jours francs du premier tour de scrutin par des communes.

Par ailleurs, concernant le cas des personnes non recensées, en dépit de toutes les dispositions administratives, le gouvernement note que le vote en Côte d'Ivoire est une obligation morale et non juridique. Ce vote qui est considéré que nul ne doit être contraint de ne pas se faire inscrire ou de ne pas voter constitue un droit de nature d'ordre qui n'est pas soumis à des règles de droit.

Le corps électoral existant à ce jour s'est donc établi sur la base de ces principes juridiques.

### LA POSITION DES PARTIS POLITIQUES MEMBRES DU FRONT RÉPUBLICAIN

1 - Le FPI subordonne le démarrage des opérations de contrôle ainsi que sa participation à la commission nationale de supervision des élections et d'arbitrage, à la conclusion d'un accord sur le point de divergence sus-cité.

*L.G.*  
*8.K.*  
*67*

2 - Le RDR souhaite que ses conclusions puissent constituer une liste finale des conditions de la mise en œuvre des travaux de la commission nationale chargée du contrôle des listes électorales.

3 - Le FPI conditionne le démarrage des opérations de contrôle à la conclusion d'un accord politique.

Le gouvernement et les Partis Politiques membres du Front Républicain ont décidé de soumettre le point de divergence à l'attention du Chef de l'Etat son Excellence Monsieur Henri KONAN Bédié, qui a accepté de les recevoir à l'hôtel d'Orléans le 9 novembre 1995 à 18 heures.

L'ordre du jour était épuisé, le Premier Ministre a été la même à 20 heures 57 minutes.

Pour le Gouvernement  
*[Signature]*

Pour le Front Républicain  
*[Signature]*

Pour le Parti pour le Progrès et le Développement  
*[Signature]*

Pour le Parti Alliance de la Renaissance Ivoirienne  
*[Signature]*

Pour le Mouvement Démocratique et Social  
*[Signature]*

Fait à Abidjan, le 9 novembre 1995

## Dial le Pouvoir, Front républicain

Le front républicain sera présent aux élections législatives après de longues négociations. Que s'est-il réellement passé? Nous publions le pro-

ces-verbal qui a sanctionné ce dialogue républicain engagé par le Président de la République

avec l'opposition pour surmonter la vie politique nationale.

# CE QUI S'EST RÉELLEMENT PASSÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
CABINET

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union-Obédience-Troude

**PROCES-VERBAL**

DE LA RENCONTRE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS POLITIQUES MEMBRES DU FRONT RÉPUBLICAIN, LE VENDREDI 03 NOVEMBRE 1995

La rencontre 3 novembre 1995, de 18 heures 57 à 20 heures 57 minutes, s'est tenue à la Présidence, aux honneurs entre le gouvernement et les Partis Politiques membres du Front Républicain.

Entente présente à cette rencontre,

du côté des Partis Politiques membres du Front Républicain :

Pour le Rassemblement des Républicains (RDR),  
Monsieur - DEDY KORINA, Secrétaire Général, Président en exercice du Front Républicain ;

Pour le Front Populaire Ivoirien (FPI),  
Messieurs - Laurent UBAGBO, Secrétaire Général ;  
- BOGA DOUDOU,  
- HABET OULAYE,  
- Louis DACOURY-TABLEY ;

Pour le Parti Africain pour la Renaissance Ivoirienne (PARI),  
Monsieur - Daniel ANDEPO ;

Pour le Parti Pour le Progrès et le Socialisme (PPS),  
Monsieur - SAMBA MORIÉKÉ, Secrétaire Général,  
Membre du Front Républicain ;

Pour le Bloc Démocratique et Social (BDS),  
Monsieur - L. B. / E. U.



De 8 heures et deux heures de négociations, ce jour-là. Parce que - le nuit porte conseil -, dit l'adage.

PPS, le PARI et le BDS, tenus au Cabinet de Ministre de l'Intérieur le jeudi 3 novembre 1995.

Ce étant, Monsieur Emile CONRAT BONNET a précisé sur le point d'adhésion sur lequel sont intervenus toutes les réunions au sujet du contrat préparé par les Partis Politiques membres du Front Républicain. Ce point d'adhésion avait déjà approuvé une déclaration de compréhension des termes de l'accord intervenu entre les Partis Politiques membres et le gouvernement, le lundi 30 octobre 1995.

Avant les parties en présence avaient été émis des vœux de la part du Premier Ministre pour une régénération de ces rencontres.

*Handwritten signatures and initials:*  
L. B. / E. U. (circled)  
L. G. / P. U.

Monsieur - TOURE SIKA, Secrétaire Général ;

Du côté de la Commission Nationale de Supervision des Elections et d'Arbitrage :

Messieurs - Yves SYLLA ROUX, Président ;  
- Edouard KARBOE, Secrétaire ;  
- Michel BOALI COFFI ;

Du côté du gouvernement :

Messieurs - Daniel KABLAN DUNCAN, Premier Ministre, Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan ;  
- Emile CONRAT BONNET, Ministre de l'Intérieur ;  
- Faouzi KOUANGÉ, Ministre de la Justice, Gardien des Sceaux ;  
- Danielle BONI-CLAUVERIE, Ministre de la Coopération, Porte-Parole du Gouvernement.

Placé sous la présidence du Premier Ministre, la rencontre avait pour objet de réexaminer le positionnement du gouvernement et celui des Partis Politiques membres du Front Républicain à propos des conditions de participation de certains élus législatifs et électoraux prochains, en ce qui concerne notamment le déroulement des listes électorales.

Pour avoir le cadre de la rencontre, Monsieur Emile CONRAT BONNET a précisé à un regard des problèmes évoqués lors de la réunion technique présidée par le Chef des listes électorales par le PPS, le RDR, le

Étant donné cette préoccupation présentée par le Ministre de l'Intérieur, le Chef de Gouvernement a donné la parole aux représentants des différents Partis Politiques membres du Front Républicain.

Les remarques qui ont suivi ces interventions ont permis de dégager les points respectifs du Front Républicain et du gouvernement à propos :

- 1) du déroulement des listes électorales ;
- 2) de l'urbanisme ;
- 3) des structures administratives d'élèves ;
- 4) de la proclamation des résultats.

**LES POINTS D'ACCORD**

- 1 - Le Front Républicain espère à prendre le pouvoir par les urnes et non par les armes.
- 2 - Les Partis Politiques membres du Front Républicain veulent participer aux élections législatives prochaines. Toutefois et subordonnée cette participation effective au respect de l'intégrité des territoires appartenant au cadre des conventions engagées depuis le 3 octobre 1995.
- 3 - Le délai de dépôt des candidatures aux élections législatives pour être protégé au-delà du 3 novembre 1995, mais-à-dire l'arrêt de tout acte de candidature jusqu'au 10 novembre 1995.
- 4 - La détermination des ordonnances, issues par le code électoral aux trois jours précédents le premier jour du scrutin présidentiel, en classe. Le principe du quorum par le Front Républicain des listes électorales par ailleurs sera assuré.

*Handwritten notes:*  
25/11/95  
L. B. / E. U.

voiture, ou à utiliser son avion, toujours à sa demande, bien sûr.

Est-ce à ce moment-là que vous avez voulu changer le cours des choses et prendre sa succession ?

Jamais je n'ai voulu prendre sa succession. D'ailleurs, si j'avais voulu, à l'époque, j'aurais pu le faire sans problème. Le président était en France, très malade. J'étais présent par intérim. Nous aurions pu imaginer et exécuter un « coup d'Etat » constitutionnel. Cela ne correspondait pas du tout à mes principes moraux et politiques. Mon unique ambition, c'était que tout se passe bien et que le pays reste en paix.

Pourtant, les observateurs ont tous eu l'impression qu'il y avait un véritable combat politique pour la succession.

Il n'y a pas eu de bagarre, ni de combat politique. Contrairement à ce que certains ont voulu faire croire, je ne m'étais pas opposé à l'application de l'article 11 de la Constitution. Il y a eu, par contre, un débat sur l'interprétation de cet article. Le gouvernement, à l'unanimité, au cours d'un Conseil tenu quelques jours avant le décès du président Houphouët, avait décidé qu'il fallait saisir la Cour suprême. J'ai noté à cet égard, le 7 décembre 1993, qu'il y avait une divergence entre le président de l'Assemblée nationale et le gouvernement.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est de noter que la loi d'août 1994, portant création du Conseil constitutionnel, a clarifié la mise en œuvre de l'article 11 de la Constitution.

En effet, elle indique que le Conseil constitutionnel constate la vacance de la présidence de la République en cas d'empêchement absolu : ce qui veut dire que le Conseil constitutionnel n'a pas besoin d'être saisi dans le cas du décès du chef de l'Etat.

Dans la population et au sein même du PDCI, il y a eu de sérieux remous.

Le débat portait sur l'application de l'article 11. Beaucoup voulaient, par exemple, que le président de l'Assemblée nationale soit président de la République par intérim, et que de nouvelles élections soient organisées.

D'où ma volonté de recourir à la Cour suprême pour légitimer tout ce processus. Quant au PDCI, j'ai été surpris que les vieilles querelles de toujours se soient exprimées avec autant de vigueur.

Et vous-même, vous n'avez pas pris parti ?

Vraiment pas. J'essayais de voir les uns et les autres pour trouver un terrain d'entente.



Alassane et Dominique Quattara à Abidjan : « Je suis fier de ce qu'elle a fait et d'être son mari. Ceux qui nous connaissent savent que ce n'est pas un mariage d'argent ».

présidentielle ?

Elle est très récente. Comme je vous l'ai dit, tout se ramène au code électoral. Peut-être que s'il n'y avait pas eu ce code, je n'aurais pas été intéressé par une carrière politique nationale.

Vous ne renoncez pas à la politique ?

J'ai fait ce choix et je l'ai dit. Je ferai de la politique quand je cesserai mes fonctions au FMI. Pas forcément d'ailleurs en visant la présidence. On peut faire un journal, participer à des conférences, animer des clubs, devenir député.

A un moment où vous aspirez peut-être au calme, pensez-vous que vous aurez le courage physique et les

ressources mentales suffisantes pour vous lancer dans une carrière politique de terrain ? Je n'ai que 53 ans, tout de même ! Ce n'est pas maintenant qu'il faut m'arrêter. Si Dieu me prête vie, j'ai quinze ou vingt ans de vie active devant moi. Le président Bédié a dix ans de plus que moi.

Etes-vous prêt à assumer le risque d'une telle démarche ?

En tant que musulman, je considère que chacun a son destin.

Pour faire de la politique, il faut aussi avoir des moyens financiers. On vous dit plutôt riche.

Tout est relatif. En Afrique, quand on a un million de francs CFA on est riche. Et dans ce cas-là, je suis riche. Dans cinq ou six ans, je bénéficierai de pensions confortables. De quoi être généreux avec ma famille et mes amis. Mais je ne me considère pas comme un homme riche.

Peut-être alors avez-vous fait un beau mariage d'argent ?

Mon argent ? Mon épouse dirige effectivement une importante agence immobilière qui travaille sur l'Afrique et l'Europe. C'est une agence qui marche bien, mais ma femme, même si elle n'a pas quarante ans, a beaucoup travaillé. Elle est intelligente. Je suis fier de ce qu'elle fait et d'être son mari. Tous ceux qui nous connaissent bien savent que ce n'est pas un mariage d'argent.

Vous avez vécu un peu partout en Europe et aux Etats-Unis. Etes-vous encore Africain ?

Je suis peut-être un « citoyen mondial », mais je ne me sens bien qu'en Afrique.

C'est ma terre. Mon ambition est que l'Afrique offre, bientôt, la même qualité de vie que celle qu'on peut trouver ailleurs, qu'elle soit une terre de prospérité, une terre de liberté aussi.



Le président ivoirien sortant Henri Konan Bédié élu av

FAP 10/23/95 12:25 PM

Copyright 1995 L'Associated Press.

ABIDJAN (AP) -- Le président ivoirien sortant Henri Konan Bédié a recueilli au moins de 96% des voix lors de l'élection présidentielle de dimanche, boycottée par l'opposition, selon des résultats officiels portant sur 80% des votants.

Le taux de participation a atteint 56%. Le seul candidat de l'opposition, Francis Wodié du Parti ivoirien des travailleurs, a obtenu moins de 4%. Le Front populaire ivoirien, un des principaux partis d'opposition, a qualifié de "mascarade" le résultats des élections. "Ce ne sont pas les vrais chiffres", selon le parti.

Bedie emerges from late Ivorian president's shadow  
RTw 10/23/95 11:15 AM

Copyright 1995 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

By Thalia Griffiths

ABIDJAN, Oct 23 (Reuter) - A political survivor, Henri Konan Bedie used his 22 months as Ivory Coast's unelected head of state to consolidate his power base, culminating in Sunday's election victory. Bedie, the former speaker of parliament, took the presidency in line with the constitution when Ivory Coast's first head of state Felix Houphouet-Boigny died on December 7 1993.

Under Bedie's presidency, parliament voted a new electoral law setting tough conditions for presidential candidates, which notably ruled out former prime minister Alassane Ouattara, who lost the succession battle against Bedie. He broke with Houphouet's policy by withdrawing the vote from foreign residents, many of whom are Moslems like Ouattara.

The portly, dapper former diplomat and finance minister initially found it hard to step into the shoes of the man who had ruled Ivory Coast since independence from France in 1960. A personality cult was quickly manufactured and Bedie supporters clubs mushroomed all over the country. No television newscast was complete without its account of formation of a new branch of the National Bedie Circle, while eight journalists who fell foul of the president served jail terms. An ambassador at 26 and groomed as dauphin since 1980, Bedie's only career setback came in 1977 when he was abruptly removed from overall charge of the Ivorian economy and sent into political exile as an adviser to the World Bank in Washington.

Houphouet-Boigny sacked him and other ministers after a scandal involving bankruptcies of state sugar factories. But in 1980 he was back, elected as president of the National Assembly -- a key post making him the country's second ranking figure and front-runner to succeed the president. He enjoyed the backing of France, which remains the most influential foreign power, and the United States, where he served as a young ambassador at independence in 1960.

In 1990, after winning the country's first multi-party elections, Houphouet-Boigny changed the constitution's critical article 11 in Bedie's favour. Previously the speaker of parliament took power in the event of the head of state's death, resignation or incapacity but was obliged to conduct elections within 60 days. The big change in 1990 was that the speaker could complete the mandate of the late president -- giving him longer to consolidate his power base. Bedie was born on May 5, 1934 at Dadiékro, 300 km (190 miles) north of Abidjan, the son of a farmer from the Baoule tribe, like Houphouet-Boigny.

After secondary school in Ivory Coast he was among 100 students picked by the future president to study in France. He has a doctorate in economics from Poitiers University.

In 1959 he joined the French diplomatic service and was posted as a counsellor to the French embassy in Washington. At Ivory Coast's independence he was appointed its ambassador.

Six years later, at the age of 32, he was put in overall charge of the economy. Between 1970 and 1980 its GDP grew in real terms by an annual average of six to seven per cent. By 1977, when he left his all-powerful cabinet post, Bedie had been Ivory Coast's youngest and longest-serving economy and finance minister. Married with four children, Bedie has a liking for Cuban cigars and lists his interests as economics and book collecting.

IVORIAN RIGHTS GROUP SEEKS ETHNIC UNREST INQUIRY 10/31/95 11:11 AM

By Nicholas Phythian

ABIDJAN, Oct 31 (Reuter) - Ivory Coast's LIDHO human rights league urged the government on Tuesday to set up an independent commission to investigate ethnic tension that a government minister says led to the killing of 16 people.

League Vice-president Martin Bleou told Reuters his organisation would send its own investigators to the opposition stronghold of Gagnoa, where several thousand Baoule farmers have fled their homes, to pin down what was happening.

"We are asking the government to set up an independent commission to conduct an inquiry," he said. Defence Minister Leon Konan Koffi told Reuters on Monday 16 people had been killed in ethnic attacks in the Gagnoa region around the time of the October 22 presidential election, in which newly installed president Henri Konan Bedie defeated a minor opposition candidate.

All but one of the dead were from Bedie's Baoule tribe, he said, quoting an army investigating team. He pointed a finger of blame at pro-opposition Betes, who are in a majority in the area. He said 20 people had been wounded. The opposition Ivorian Popular Front, which led the campaign that brought multi-party politics to Ivory Coast in 1990, accused the government through its newspaper La Voie of tribalising the political debate. It said on Tuesday Betes had problems in Baoule areas.

Konan Koffi said 7,000 Baoules had fled their farm settlements for the safety of Gagnoa and were sheltering in two colleges there. The army was out in force in the area. State television showed pictures of the Baoules but foreign journalists visiting the town on Tuesday were denied access to the colleges, and officials there declined all comment.

Lidho, whose president Rene Degni-Segui was a U.N. rapporteur in Rwanda after last year's ethnic bloodletting there, puts the death toll at two -- one Bete and one Baoule. Ivory Coast is holding its second multi-party elections this year. General elections are scheduled for November 26 and municipal elections for December 17.

The opposition, which boycotted the presidential election accusing Bedie of manipulating electoral rules, is discussing whether to contest the general election, following an assurance from Bedie that voter lists will be revised.

The two sides last held talks on the eve of the presidential poll but failed to defuse the political crisis. Bedie took over in December 1993 on the death of Ivory Coast's founding father Felix Houphouet-Boigny, who won the country a reputation for stability. Houphouet-Boigny's constitutional successor in his capacity as head of the national assembly, Bedie won election in his own right on October 22.

The poll was undermined by the opposition boycott and tarnished by unprecedented

political violence that killed 10 people -- two on polling day itself. Independent election observers said afterwards a host of problems, organisational and otherwise, needed to be put right before the general election took place.

Ivorian ethnic death toll 23, election talks stall

RTw 11/2/95 3:13 PM

Copyright 1995 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Adds new death toll, no agreement in talks, previous Abidjan)

By Marc Koffi

GAGNOA, Ivory Coast, Nov 2 (Reuter) - At least 23 people have been killed in western Ivory Coast in ethnic clashes sparked by an opposition boycott of presidential elections, the region's military commander Kone Gbamele said on Thursday.

He said calm had returned to the main cocoa-growing region since the October 22 poll but some Baoule migrant farm workers were still fleeing their villages.

Opposition leaders who met Interior Minister Emile Constant Bombet told reporters hopes had faded for an accord on redrawing electoral lists in time for parliamentary elections on November 26. Bombet said further talks were planned.

"We have registered 23 dead, killed by bullets, machetes, knives, clubs," Gbamele told reporters in Gagnoa.

He said 20 of the dead were Baoules. They were found in forest near farms or in rivers, and some had their hands tied behind their backs. Thirty people were wounded.

"Today there are no more barricades, we have succeeded in calming things down, but certain Baoules are still fleeing because they have fear in their hearts," he said.

Some 7,000 Baoules have fled their farms either to take refuge in the town of Gagnoa, or to return to their original homes in central Ivory Coast.

The tension started with reports of a massacre of Baoules in a village near Guiberoua on October 16. The state news agency AIP reported 18 dead but investigators found just one body -- a Bete woman killed by a stray bullet.

Both Bete and Baoule villages have been burned and looted. Gbamele said two people were killed as far away as the port of San Pedro. Troops sent to the southwest to maintain order for the elections are still in place.

The opposition, which has a handful of seats in the current parliament, refused to take part in the presidential poll, saying President Henri Konan Bedie, a Baoule, had manipulated the rules so only he could win.

In Gagnoa district, opposition militants threw up barricades to block roads and prevented voting going ahead except at the heavily guarded prefecture. Turnout was just 12.5 percent.

Traditionally militant Gagnoa was the scene of a failed Bete secession

bid in 1970. Troops put down the revolt and about 4,000 peasants were killed.

Apart from the 23 killed in the ethnic clashes, a further 10 people died around the country before the elections in clashes between opposition supporters and security forces or supporters of Bedie's ruling Democratic Party.

International observers say a host of technical problems which dogged the presidential ballot must be put right before the parliamentary elections.

Laurent Gbagbo, leader of the Ivorian Popular Front, said Bombet had gone back on proposals for revising voter lists.

"The government has pulled back though we had an agreement last Monday at the prime minister's house," he said, adding that the opposition was waiting for another meeting to be fixed.

"If they don't call us, we'll be obliged not to go to elections and to remain in the streets."

Bombet said there would be more talks. "It's not over, we'll see each other again," he said.

IVORY OPPOSITION FAILS TO AGREE ON CANDIDATES [11/13/95 9:08 AM]

Copyright 1995 Reuters Ltd.

ABIDJAN, Nov 13 (Reuter) - Ivory Coast's main opposition parties have failed to keep to their agreement to present a single candidate in each district for November 26 parliamentary elections, party officials said on Monday.

The Rally of the Republicans (RDR) currently has nine seats in the 175-member national assembly, and the Ivorian Popular Front (FPI) has seven.

Together with a coalition of smaller parties they make up the Republican Front alliance, which had planned to present a single list of 175 candidates to oppose President Henri Konan Bedie's ruling Democratic Party (PDCI). Party officials said the alliance would still present single candidates in some districts but details had not yet been finalised.

FPI official Michel Nguessan said the FPI list was not yet complete. "We're still bargaining with the RDR. We hope to finish this evening," he told Reuters. Candidates were supposed to deliver their dossiers to the interior ministry by Sunday night, and the electoral commission is due to rule on their eligibility on Tuesday and present a final list.

The first-past-the-post system used in the parliamentary elections means a three-way contest would damage the opposition's chances. The RDR daily *Le Republicain* on Monday published a list of 76 candidates, including party leader Djeny Kobina who will stand in Abidjan's Adjame district.

Gaoussou Ouattara, brother of former prime minister Alassane Ouattara, is a candidate in the northern town of Kong, home region of his father's family. The RDR chose the former premier as its candidate for October 22 presidential elections but he said the electoral law prevented him standing.

Leaders of the smaller parties in the Republican Front who are standing as candidates in their home regions will be opposed by candidates from the bigger parties. In the western town of Daloa, Bamba Morifere, leader of the small Party for Progress and Socialism (PPS), will face two opponents from the RDR and probably one from the FPI.

Bedie, who enjoys the support of former colonial power France, was elected on October 22 with 95.25 percent of the vote in an election boycotted by the Republican Front. The boycott call created political and ethnic tension in the opposition stronghold of Gagnoa, in which 23 people were killed. Another 10 died in political clashes around the country.

Opposition leaders agreed to take part in the parliamentary poll after the government agreed to check electoral lists and sign up voters who had not been registered the first time.



**FOREIGN BROADCAST INFORMATION SERVICE (FBIS)**

The following reports are in reverse chronological order.

## Benin

### Government Denies Report of Attempted Coup

LD0211184795 *Paris Radio France International in French* 1730 GMT 2 Nov 95

[FBIS Translated Text] There are rumors of a plot to overthrow the government in Benin. The government has denied them, but LA NATION has stated categorically that an attempted coup d'etat was foiled just a few weeks before the sixth summit of francophone nations is to be convened in Cotonou. About 20 people have been arrested, including a number of soldiers, as well as a close relative of General Christophe Soglo, who is the uncle of Benin's president, Nicephore Soglo. A commission of inquiry is reported to be examining the matter.

## \* Cote d'Ivoire

### Government, Opposition Hold Talks on Polls

#### Accord Expected

AB0211152395 *Abidjan LE JOUR in French* 2 Nov 95 p 3

[Article by Joachim Beugre: "Free, Fair Legislative, Municipal Elections; Government, Opposition To Sign Accord Today" — first paragraph is LE JOUR introduction]

[FBIS Translated Text] At the end of the meeting held at the prime minister's office in the night of 30 October between the government and the Republican Front, an agreement was reached on the main conditions for guaranteeing free and fair legislative and municipal elections. The two sides are expected to meet at the Ministry of Interior today to finalize the agreement.

"Joint commissions will be constituted in the various constituencies to check the voters register." It was with a wide grin that Djeny Kobina, chairman of the Republican Front, told us about the most important topic on the agenda of the negotiations with the government. The Republican Front delegation to the talks include the leaders of the Rally of Republicans [RDR], Djeny Kobina; the Ivorian Popular Front [FPI], Laurent Gbagbo; the Party for Progress and Socialism [PPS], Morifere Bamba; the African Party for Ivorian Renewal [PARI], Daniel Anikpo; and the Movement for Democracy and Solidarity [MDS], Siaka Bamba. On the government side, we note the presence of Prime Minister Daniel Kablan Duncan, Interior Minister Emile Constant Bombet, Communication Minister Daniele Boni-Claverie, Minister of State Timothee Ahoua N'Guetta, and Justice Minister Faustin Kouame.

Without further comment, the chairman of the Republican Front repeatedly said: "The meeting was positive." It was "thanks to the mediation of the EU ambassadors that the negotiations resumed between the government and the opposition." According to Djeny Kobina, apart from the conflict in the centerwest region of the country, "conditions have been met, in principle, for the Republican Front to take part in the legislative and municipal elections." Besides, the RDR and the FPI have finally agreed to give the names of their representatives to the commission in charge of examining the list of candidates in the legislative elections, and the commission in charge of contacting the various licensed printing houses in the country.

Still concerning the negotiations between the government and the opposition grouped within the Republican Front, and according to reliable sources, other points of the agreement have been disclosed. It is learned that the government has agreed to cancel the use of identification certificates. The two sides have also agreed to extend the deadline for the submission of candidates' lists from 5 to 10 November.

According to the same sources, the U.S. ambassador to Cote d'Ivoire was particularly active in the negotiations that led to the resumption of the discussions between the opposition and the government. Taking into account the progress made so far in the negotiations, the Republican Front is willing to take part in the legislative and municipal elections slated for 26 November. In this regard, Djeny Kobina announced that he will hold a news conference at the RDR headquarters tomorrow at 1000. On this occasion, the Republican Front leaders will take stock of the all-out boycott during the presidential election. They will also inform their activists on the right attitude to be adopted during the upcoming elections.

To conclude, things seem to be progressively improving between the opposition and the government. This is a good omen for the return of peace in the country, especially, in the centerwest region.

#### Talks Fail

AB0311103295 *Abidjan LE POPULAIRE in French* 3 Nov 95 p 4

[Article by Abdoulaye Villard Sanogo: "Government-Opposition Talks: Bombet Blocks Everything" — first paragraph is LE POPULAIRE introduction]

[FBIS Translated Text] The last round of negotiations between the Republican Front and the government to draw up a common platform for settling the issue of the legislative elections was held at the Interior Ministry yesterday. The discussions failed.

Prime Minister Daniel Kablan Duncan will certainly receive the leaders of the Republican Front again to once more discuss the practical arrangements for the legislative elections. Yesterday, around 1900, the meeting which brought together Interior Minister Bombet and the leaders of the Republican Front flopped because Mr. Bombet did not want a positive outcome. On 30 October, when the Republican Front left the office of the prime minister, the two sides agreed that the voters' register had to be fully revised before the elections are held. Since the Republican Front has enough people to cover the entire country for the revision of the register, it agreed with the government to have it done in less than five days.

Yesterday's meeting with Bombet was just intended to discuss the practical arrangements for the work to be carried out. However, Gbagbo and his friends had the unpleasant surprise of hearing from Bombet that as far as he is concerned, the revision is not possible because, he argued, this will mean redoing the whole registration exercise, which in his opinion is not possible. It could also mean changing the voters' register, adding new names, and taking out others.

Since both sides were no longer saying the same thing, they had to part without coming to an agreement. Laurent Gbagbo, the Ivorian Popular Front leader, revealed to newsmen. He added that he plans to meet once again with the prime minister in order to redefine their stands. However, he said, if they are not recalled for discussion, then he and his friends will be obliged to take to the streets again to make themselves heard. It will be recalled that at the first meeting, the revision of the registers through sampling was rejected, and Bombet was present at those talks.

It should, however, be pointed out that the change of mind of Bombet and, therefore, the Democratic Party of Cote d'Ivoire, is said to be due to the fact that if the revision is carried out correctly and gross errors are discovered, this could seriously compromise the "brilliant victory" of Bedie in the presidential election since the same register was used in that poll.

#### Opposition Chairman Reacts

AB0311145695 *Abidjan La Chaine Une Television Network in French 1300 GMT 3 Nov 95*

[FBIS Translated Text] The Republic Front [RF] this morning held a news conference on the forthcoming legislative elections. Here is an excerpt of that news conference:

[Begin recording] [Djeny] [video shows current RF Chairman Djeny Kobina addressing the news conference] We discussed with the prime minister and some

members of his government — namely, Minister of State Thimothee Ahoua Nguetta, the minister of interior, the minister of justice and keeper of the seals, and the minister of communication. During this lengthy meeting, we reached a basic agreement concerning checks on the voters registers.

We decided at the meeting that joint commissions would be set up. They will include officials of the Democratic Party of Cote d'Ivoire and the RF — Ivorian Popular Front, RF, Party for Progress and Socialism and so on — as well as other parties that are involved in the elections, and even personalities from the civil society and experts. These joint commissions would visit all polling stations in all the constituencies and would check the voters registers. We agreed on these principles. We also discussed the problem of identification certificates.

We agreed that no more identification certificates would be issued for the legislative and municipal elections and that people who had voted with such certificates during the presidential election, could also do so during the forthcoming elections. Of course, during the checks on the voters registers, we would also have to verify the identity of all those who had voted with such identification certificates.

Then, we agreed that the results of the legislative elections should be announced on the spot because the joint commissions would have identified all the polling stations — everyone must know where each polling station is sited. We agreed that after ballot counting in each polling station, all the polling agents would go to the municipal headquarters. There, and in the presence of everyone, all the results would be tallied on a blackboard and then announced there. The Ministry of Interior would only have to confirm the results already announced on the spot. Without going into further details, these were the agreements reached at the meeting. [end recording]

#### Commander Gives Toll of Election Violence

AB0211220395 *Paris AFP in English 1901 GMT 02 Nov 95*

[FBIS Transcribed Text] GAGNOA, Ivory Coast, Nov 2 (AFP) — Inter-ethnic clashes during the week of Ivory Coast's recent presidential election left 23 people dead, 30 injured and 17 missing in the west of the country, the government said Thursday.

The commander of the Daloa region announced the first official toll of the violence, which took place between October 20 and 25, to a government delegation headed by Defence Minister Leon Konan Koffi.

Twenty-one of the dead were Baule people, the largest of the country's 60 ethnic groups. The two others were Betes, the group that forms the majority of the population in the area around Gagnoa, 230 kilometers (140 miles) northwest of Abidjan.

More than 4,700 Baules remain under military protection in Gagnoa, while 2,800 others have left the region altogether or are staying with families in the town.

When they started to flood into Gagnoa on October 21 the Baules said they were afraid of attacks by Betes. Some spoke of massacres and of whole villages being razed to the ground.

According to the commander's report the worst clashes occurred in Guiberoua, 40 kilometers (25 miles) northwest of Gagnoa, where eight people were killed.

Four other clashes were also mentioned in the report.

The incidents took place in the days around the October 22 presidential election that brought a landslide victory to Henri Konan Bedie, a Baule, in a poll actively boycotted by the opposition, which is dominated by Betes.

Some witnesses claim the Baules had provoked the Betes, while others say that the Betes attacked the Baules the day after the election and told them to leave the area.

Some 345 farm camps were looted and 233 were burnt during the incidents, according to the report.

Many Baules have lived in the area for more than 20 years, having been encouraged by former president Felix Houphouet-Boigny to move there to cultivate coffee and cocoa.

Although the two ethnic groups initially lived together peacefully, tension grew as the Betes began to resent what they saw as an invasion. They were also unhappy to see the newcomers get rich from the fruits of Bete land.

In 1970 at least 4,000 Betes were killed when the army was called in to quell unrest in the Gagnoa region.

When news of the latest clashes first reached Abidjan, politicians and the press made much of the issue, with accusations flying that both Baules and Betes were being used as pawns in the run-up to parliamentary elections, scheduled for November 26.

In an effort to calm down the situation, the defence minister Thursday told Baules in Gagnoa that there would be an official inquiry into the incidents and that compensation would be paid out.



## Ghana

### Opposition Leader Discusses Political Situation

AB0211201595 London BBC World Service  
in English 1705 GMT 2 Nov 95

[From the "Focus on Africa" program]

[FBIS Transcribed Text Excerpt] The search is on for a single leader of the opposition in Ghana, quite a tall order. But it seems Kwame Pianin, a leading light in the NPP [New Patriotic Party], is being talked about as a strong contender. In Accra, Robin White asked Kwame Pianin what he thought about being tipped as opposition leader.

[Begin recording] [Pianin] That's interesting. I have been of the view that this is not the time for us to talk about the leadership of the opposition parties. I think this is the time to build our parties, to get the registration over and, after December, the leader will emerge automatically.

[Robin] But, come what may, don't you need a personality, somebody who is a personality, who can stand in comparison with Rawlings?

[Pianin] I think we do.

[Robin] Is that you? That's what I am asking you.

[Pianin] I don't know. Some people have been talking about me, but I think that my main aim is to get this country reconciled to avoid the crisis that is looming ahead of us. If it takes me to do it, I am willing to go on. If it takes two individuals from the other side of the opposition, I am willing to push them.

[Robin] You talk about a crisis. What crisis? It is hard to see that there is a crisis here.

[Pianin] I am afraid, there is a smoldering crisis. People are angry. There are a lot of young people out there who are angry. Unemployment is about 30 percent; nobody's salary is able to feed him; inflation is running at an annual rate of about 70 percent; the cedi is having a free fall; no effort has been made over the past 10 to 15 years to transform agriculture, which is where the action is and, I am afraid, if the government is not seeing the crisis the crisis is there and those who don't see it are in for a big surprise.

[Robin] I have been to Ghana several times before, and all the other times I had been here there had been fear. People had been frightened. People had been frightened to speak. Today, people are not frightened to speak. It is better now than before.

[Pianin] Sure, we are not saying that....[pause] I think that we have to get a few things right. The PNDC/

**Benin****Soldiers Under Investigation for Coup Plots**

AB3110224295 Cotonou Office de  
Radiodiffusion-Television du Benin Radio in French  
1930 GMT 31 Oct 95

[FBIS Translated Text] For a week now, persistent and alarming rumors have been circulating in Cotonou about two plots of coups d'etat and a sabotage of the summit of the francophone world to be held in Benin. The editorial desk of the newscast, in an exclusive investigation, has tried to assess these rumors both within the military and government circles. From our investigations, it became clear that the rumors were not unfounded because of such actions as the arrest of some Beninese soldiers and the placing of the national gendarmerie on the alert.

Among the accused can be identified a Beninese with dual nationality and who (?served) in a European Army. Reliable sources say several plots were set in motion: First of all, there was a detailed coup d'etat plan with targets to be attacked. Secondly, there is said to be another parallel plan for the sabotage of the summit of the Francophone world. According to Desire Vieyra, minister of state for defense, all these plots are aimed at sending the democratic process which has been going on since 1990 backward. At this stage of our investigations, our correspondent succeeded in getting the first reaction from government spokesman Theodore Holo. In spite of his circumspection, the minister confirmed the arrest of the soldiers and the investigations into the alleged plots. Let's listen to him:

[Begin Holo recording] I know that some soldiers are currently being interrogated and you know that it is difficult to draw the conclusions from this interrogation before the report on the hearing is ready. So, it is after being interrogated and the information cross-checked that one can affirm that there has effectively been an attempted coup d'etat or otherwise. What is certain is that the military authorities have informed the political authorities about a coup d'etat being prepared.

At this stage we are only dealing with information. Since we are in a country where there is the rule of law, we must first ascertain the veracity of the information. The verification must be such that the suspected persons can be heard and that there is sufficient evidence to prove that there has effectively been a planned coup d'etat. (?I would, however,) like to stress that with the approach of the francophone community summit, there are people, nostalgic of the past, who would really like to disrupt (?this democracy) that will project Benin on the international scene as a peaceful country and an example of democratic renewal in Africa. Benin has

also distinguished itself by its stability and remarkable handling of the post-national conference period. This is the information we have at this time that I am addressing you. [end recording]

✱ **Cote d'Ivoire**

**Politicians, Rights Group on Ethnic Violence**

AB0111093295 Abidjan LE JOUR in French  
31 Oct p 3, 4

[FBIS Editorial Report] Abidjan LE JOUR in French on 31 October carries on pages 3 and 4 comments by various political party leaders and the Ivorian Human Rights League on the exodus of Baoules from their farming villages within the Gagnoa commune. On page 3, the paper reports that Bamba Morifere, the Party for Progress and Socialism leader, blames the incident, which he describes as "serious", on the nature of the electoral code. While condemning the political manipulation of the incident, he calls on the people's representatives in the region to broker peace and warns the government against sending troops to the area "to commit genocide, as that would only aggravate the situation." He calls on President Bedie, however, to react in his capacity as custodian of national unity. He refers to "reports of veritable ethnic cleansing within the Armed Forces" and predicts that such exercises, if not checked, may lead to a Liberia-style civil war.

Commenting on the same issue, Djeny Kobina of the Rally of Republicans says the situation is "disturbing." He says he and other Republican Front leaders, notably the Ivorian Popular Front's Mr. Gbagbo, are ready and willing to help broker peace in the region, adding "contrary to what people believe, we are not there to aggravate the situation, rather we are trying to calm the situation so that peace and harmony is restored."

The paper carries on page 4 the comments of Mrs. Angele Gnonsoa of the Ivorian Workers Party. She "regrets" such an unfortunate situation blaming it on those parties that called for an all-out boycott. She proposes a commission of inquiry to find out the "real motivations" of those behind such an incident, because, according to her, "it is not only Baoules who are targeted, but also Betes who are supporters of the Democratic Party of Cote d'Ivoire." For his part, the Union of Social Democrats [USD]'s Zadi Zaourou, himself a Bete, considers the Bete-Baoule conflict in Gagnoa unfortunate, but says "this is not the time to judge, condemn, and throw stones." For him, what is necessary now is to stop the conflict, find out the real causes, and seek a lasting solution. He speaks of the various attempts to calm the situation and says "a meeting of cadres of the region such as Marcel

Zadi Kessy, Charles Donwahi, speaker of the National Assembly, is scheduled to take place on 1 November at Grand Zatory which I will attend." He says USD's concern is how to stop the conflict, thus preventing it from spreading.

Also commenting on the ethnic conflict, the deputy leader of the Ivorian League for Human Rights deplors the "human rights violations" occasioned by the conflict. He says the dispute "undermines the right to life, physical integrity, and personal safety." The league strongly condemns the "barbaric, unacceptable, inconceivable, and indescribable acts perpetrated." It makes an urgent appeal to the parties for calm and urges the people to "live peacefully together as brothers." It calls on the government to take the necessary measures to find out those responsible and make them face the full rigors of the law. It implores the people to "eschew vengeance" and have faith in their country's justice system. Finally, "it urges the government to resume dialogue with the opposition so that together they may, with one accord, take the necessary measures to ensure the holding of elections that will be acceptable to all."



### The Gambia

#### Jammeh Warns Opponents Against Democracy

AB3010081195 London BBC World Service  
in English 1705 GMT 29 Oct 95

[From the "Focus on Africa" program]

[FBIS Transcribed Text] Gambia's head of state, Captain Yahya Jammeh, has issued a strong warning to opponents of his ruling military council. At a public rally just outside Banjul, Capt. Jammeh cautioned those who are campaigning for democratic elections. He had harsh words too for Gambia's journalists. Attending the rally was our correspondent in Banjul, Ibrahima Cisse. He faxed this report:

Chairman Yahya Jammeh received a rapturous welcome from a crowd of several supporters in the Baka Stadium. Capt. Jammeh used the occasion to issue a strong rebuke to anyone critical of his AFPRC [Armed Forces Provisional Ruling Council] regime. He told the crowd: If we in the AFPRC don't want to hold elections in the next 1,000 years, then there will be no elections. We will make sure that those who want election go six feet deep, and there is nothing that anybody can do about it.

Chairman Jammeh left no doubt as to his feelings about the press when he referred to those illegitimate sons, the enemies of African progress, who disguise themselves as journalists, freedom fighters, and human rights activists. Jammeh told the crowd: Get rid of them. Capt. Jammeh called on the crowd to send journalists

begging by refusing to buy their newspapers. Jammeh also accused the press of talking about human rights, an issue, he said, they simply didn't understand. On that topic, Jammeh said that human rights were an illusion and a fallacy, which didn't exist anywhere in the world.

As Jammeh spoke to his supporters, many were heard to refer to him as the field marshal. Most journalists present were worried by his remarks. Capt. Jammeh added that those who want to use Western ideology to distract the AFPRC would face something worse than death.

### Ghana

#### Rawlings Addresses Conference on Liberia

AB2810162495 Accra Ghana Broadcasting  
Corporation Radio Network in English  
1300 GMT 28 Oct 95

[FBIS Transcribed Text] Representatives at the UN-sponsored pledging conference on Liberia have shown an overwhelming desire to help that war-ravaged country. The conference held in New York was chaired by President Rawlings on behalf of West African leaders. This report on the conference is by Teye Kitcher, our correspondent in New York.

[Begin recording] [Kitcher] Representatives of the United States, EU member countries such as the UK, France, Germany, Sweden, and Spain, and organizations like the World Food Program expressed their desire to support the reconstruction of Liberia, including the demobilization and disarmament programs. Most of them also emphasized the continued participation of the UN interim mission in Liberia in the reconstruction effort.

The United States, for example, will provide an initial amount of \$75 million. Germany has promised 35 trucks through [the] UN Observer Mission in Liberia for the Economic Community of West African States Cease-Fire Monitoring Group; the UK, 2.8-million-pound communication equipment for the Ghana Armed Forces Battalion serving with ECOMOG, police training, and help in the removal of mines. The World Food program will offer relief assistance to the vulnerable, and also assist in the demobilization program. All told, donors are being asked to provide about \$200 million humanitarian aid to Liberia.

Speakers who addressed the conference made sure that their speeches will elicit the desired pleasures. The UN secretary general, Dr. Butrus-Ghali, who convened meeting, said Liberia's problem represents the emergency the world forgot, and it offers the chance to correct such neglects.

**Cote d'Ivoire**

**Council Formally Installs Bedie as President**

AB2710223395 Abidjan Radio Cote d'Ivoire Chaine Nationale-Une Network in French  
1900 GMT 27 Oct 95

[FBIS Translated Excerpt] [Announcer] President Aime Henri Konan Bedie, winner of the 22 October presidential elections, was today installed in his functions by the Constitutional Council. Benjamin Oulai, you were at the Presidential Palace this afternoon to witness this ceremony.

[Oulai] As you have said, the official results of the elections were proclaimed this afternoon in the great hall of the Presidential Palace by Noel Nemin, president of the Constitutional Council, who we will hear right now.

[Begin Nemin recording] During its 24, 25, 26, and 27 October sessions, and after making the necessary corrections — the cancellation of some results and the examination of some demands for cancellation brought before it — the Constitutional Council has come out with the following results:

Total number of valid votes cast: 1,722,506.

The absolute majority votes needed: 861,254.

Total number of votes won by Aime Henri Konan Bedie: 1,640,635 or 95.25 percent. [applause]

Total number of votes obtained by Romain Francis Wodie: 65,486 or 3.80 percent. [applause]

The council has therefore noted that you, Aime Henri Konan Bedie, have received the number of absolute majority votes needed to be proclaimed elected. In view of this, the Constitutional Council declares you president of the Republic of Cote d'Ivoire. [applause] According to the terms of Article 10 of our constitution and according to spirit of this constitution, right from this very moment, you are proclaimed the new president of the Republic for a period of five years beginning this very day, 27 October 1995. [applause] [end recording]

[Announcer] This installation ceremony took place this afternoon, in the presence of the presidents of our institutions, religious leaders, ambassadors of friendly countries, representatives of consular chambers, several government members, several high-ranking state dignitaries, as well as opposition political party leaders. Concerning the elections, Constitutional Council President Noel Nemin noted that it was President Bedie's general policy statement which convinced Ivorians to elect him president. So, this is the time for the new president to implement this program to the well-being of Ivorians and for the prosperity of the Ivorian nation. [passage omitted]

This ceremony, which was marked by the firing of 101 cannons, enabled President Bedie to inspect an honor guard mounted by all the units of our Armed Forces which have come to honor the president. Placed under the general command of Colonel Gblalali, all the units participated in the parade which marked the end of the ceremony. [passage omitted]

**Ex-Army Chief Said Dismissed Over 'Coup' Plot**

AB2710212595 Abidjan LE POPULAIRE in French  
27 Oct 95 p 5

["Alassane Dramane Ouattara and Gbagbo Manipulated Guei To Topple Me" — LE POPULAIRE headline]

[FBIS Translated Text] The head of state, Henri Konan Bedie, granted an audience on 25 October to senior officers of the Army. He briefed them on the presumed coup d'etat and the difficult cohabitation between local and non-native inhabitants in western Cote d'Ivoire. The supreme commander of the Armed Forces urged his troops to maintain high morale despite the deep dissensions within the Army.

Addressing the Army, the newly elected president of the Republic said he dismissed General Guei because, according to reliable information he received, Gen. Guei wanted to topple him. He went further to add that the former chief of general staff was in collusion with Alassane Dramane Ouattara and Laurent Gbagbo. He, however, stated that he did not want to arrest him because the prevailing political atmosphere did not warrant this.

Touching on the difficult cohabitation between local and non-native inhabitants in the west, there has been a need for stringent measures to be adopted to halt the exodus of non-native inhabitants. This, indeed, explains the presence of Lassana Timite's troops in the west.

According to reliable sources, right after the elections, the government reportedly plans to accuse Laurent Gbagbo as the instigator of the "clashes" between the Baoule and Bete tribal groups. Already, the international press is happily giving wide coverage to these incidents. The government is said to have surreptitiously released photographs of the "wounded and the dead" to portray the Ivorian Popular front as a heinous party.

**Officers Linked to Guei's Coup 'Plot' Purged**

AB2710214495 Abidjan LA VOIE in French  
27 Oct 95 p 7

[Article by Freedom Neruda titled: "The Purge Continues Within The Army"]

[FBIS Translated Text] Let's state upfront that the seeming calm that has been prevailing since Konan